



le quotidien

rouge

journal d'action communiste

MARDI 7 MAI 1974
NUMERO 11 - 1 Franc
DIRECTEUR : Daniel Bensaïd

A l'issue de ce premier tour, si l'élection de Mitterrand s'annonce difficile, elle reste possible. En ce qui nous concerne, nous nous mobiliserons, sur la base de la campagne menée par le Front Communiste Révolutionnaire, pour battre Giscard, candidat des Versaillais.

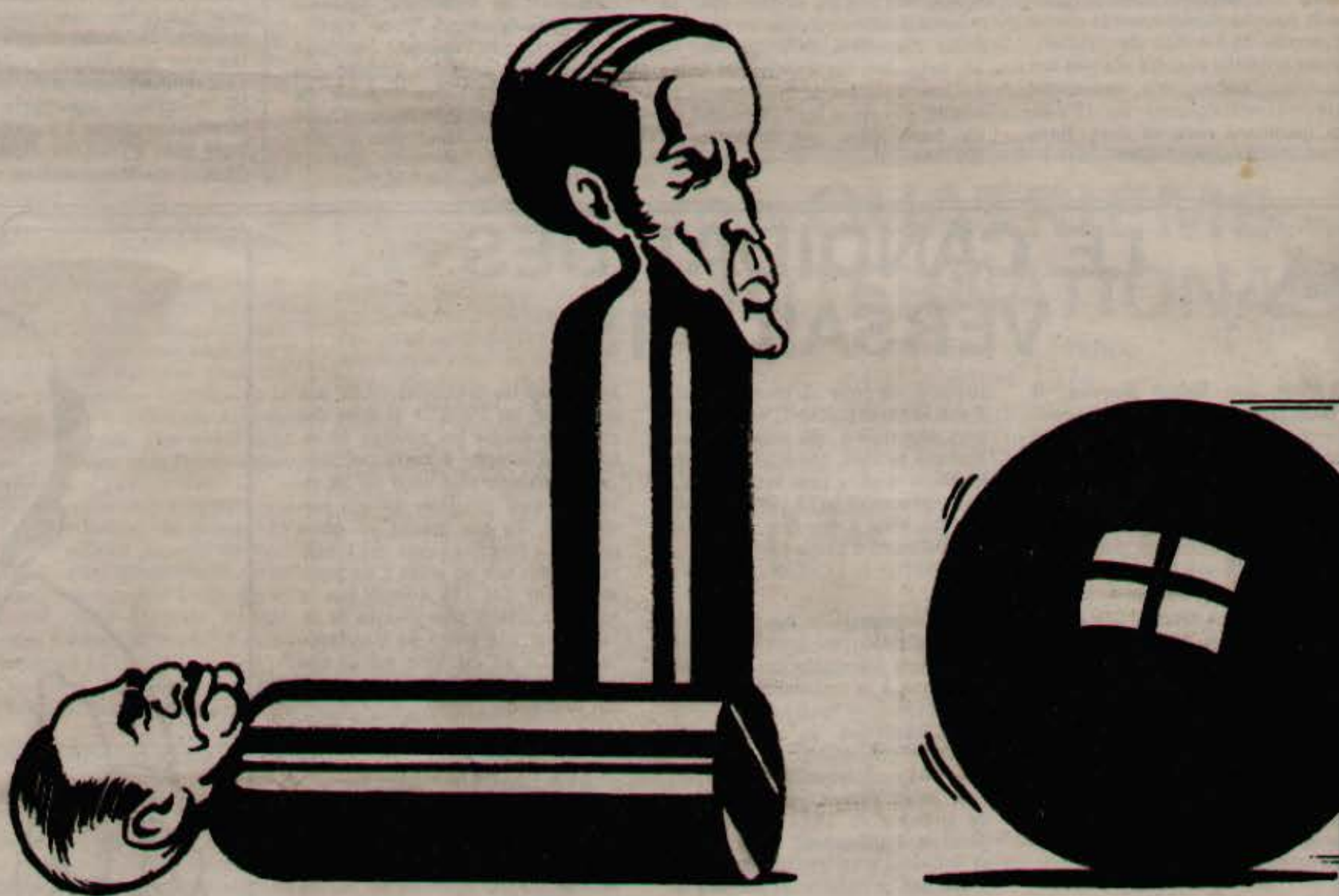
Mais pour y réussir, il faudrait souligner le caractère de classe de la campagne électorale. Il faudrait que les travailleurs se sentent partie prenante d'une mobilisation effective ; qu'ils en mesurent les enjeux ; que leur détermination soit stimulée par de hautes ambitions. Dès le soir du premier tour, ce n'est pas dans ce sens que Marchais, Mitterrand, l'Union de la Gauche se sont engagés. Ils cherchent au contraire à séduire l'électorat de Chaban à coup d'oeillades complices, en jouant sur les demi-teintes. Ils annoncent une campagne modérée adaptée à un électorat hésitant. Mauvais calcul : à voir les campagnes de Giscard et Mitterrand se côtoyer, rivaliser dans le tricolore, se chevaucher au centre, beaucoup se disent que mieux vaut la continuité avec peu de changement qu'un changement comportant sa part de risque.

Si Mitterrand passe, nous savons, pour l'avoir longuement développé depuis le début de la campagne, ce qu'il y a à faire. Comment s'organiser ; quelles revendications mettre en avant. « Ni trêve ni compromis » restera la consigne. Il faudra plus que jamais alerter les travailleurs contre tout gouvernement de coalition, les ouvertures électorales au gaullisme social ouvrant la voie à des collaborations plus ouvertes.

Si Giscard est élu, ce sera à coup sûr d'une faible avance. 51 % contre 49 % à peu près. Il en résulterait sans aucun doute dans un premier temps une profonde déception pour des milliers et des milliers de travailleurs. Il en résulterait vraisemblablement des remous au sein du PC et du PS, peut-être une remise en cause de la tactique et des alliances. Mais très vite se présenteront de nouvelles échéances. Passées les promesses électorales, Giscard mènera la politique pour laquelle il a été choisi par sa classe : austérité, poigne, arrogance, au détriment des travailleurs. Il faudra faire front.

A 1 % près, la France aura été coupée électoralement en deux. Les travailleurs auront senti leur force et la victoire électorale à leur portée. Ils n'accepteront pas de courber l'échine. La poussée électorale de 1967 a préparé l'explosion de mai 68. Il faudra prendre la bourgeoisie au collet avant que Giscard n'ait le temps de consolider la « nouvelle majorité » de choc. Pour le moment, il ne s'agit encore que d'une coalition électorale, de bric et de broc, rassemblée par les urgences de la situation davantage que par un projet commun.

ET D'UN !



**(P 2) GISCARD : CANDIDAT
DES VERSAILLAIS.**

**(P 3) LES RESULTATS DE
L'EXTREME-GAUCHE**

LE CREPUSCULE DES GODILLOTS



« Les cactus, c'est nous maintenant »

● Deux tiers des voix obtenues par Pompidou en 1969 ne se sont pas reportés sur Chaban. Ce 5 mai 1974 marque pour le mouvement gaulliste la fin de son hégémonie politique sur la droite française. Derrière Giscard, nouveau PDG de la bourgeoisie, se rassemblent désormais les clans qui se sont entredéchirés depuis quinze ans. L'arrivée au pouvoir de de Gaulle en 58 avait bouleversé le paysage politique de la droite. Sur les baïonnettes d'Alger, de Gaulle se hissait au pouvoir et réglait la crise de direction de la bourgeoisie.

Le gaullisme, né de la légende mystifiée de la Libération, réussissait ce paradoxe historique de réaliser la politique souhaitée et voulue par le grand capital en s'appuyant sur une frange non négligeable des couches laborieuses. Ce caractère populaire d'un rassemblement qui se voulait au-dessus des classes était lié à la personnalité du « guide » plus qu'au programme. Mais ne rencontre pas l'histoire qui veut. La mystification ne joue que si le prestidigitateur a du métier. De Gaulle disparu, cet électoral populaire sensible à la geste gaullienne est retourné dans le giron de la gauche. Là se situe la raison profonde de l'échec de Chaban.

La nouvelle société n'a pas fait recette. Chaban n'a rassemblé que les nostalgiques du 18 juin, les gaullistes purs et durs, figés dans l'orthodoxie. C'est aujourd'hui

d'hui que s'ouvre véritablement la succession du Bonaparte. Il s'avère que son charisme n'est pas héréditaire. Le gaullisme, avec son chef, a perdu la bataille. L'homme n'est plus là, les convictions ne sont plus les mêmes. La force du bonapartisme résidait dans l'écrasement et la désorientation de la classe ouvrière en 1958. Le naufrage de la social démocratie permettait au gaullisme de récupérer une large part des voix de gauche et d'isoler le PC qui perdait le tiers de ses électeurs.

Le projet de Chaban n'était pas crédible, comme le faisait remarquer lucidement Chirac : « Chaban fait une politique qui s'adresse à des électeurs qui ne voteront jamais pour nous ».

Aujourd'hui, le rêve passe, pour s'y accrocher, Chaban n'a trouvé que les rêveurs impénitents, la vieille garde nostalgique de Sanguinetti à Malraux. Et encore, la plupart de ceux qui l'ont soutenu ne l'ont-ils fait que du bout des lèvres, comme la corde soutient le pendu, cherchant à ne pas trop se mouiller pour pouvoir se rallier ensuite...

Dimanche soir, l'on sentait bien la gêne et l'inquiétude des dirigeants UDR. Gêne de se trouver soudain ravalés au rang de force d'appoint, de soutien qui ne se veut pas inconditionnel (« les cactus c'est nous maintenant »), inquiétude de n'être pas suivi de sa base dans un ralliement à Giscard.

Pris en tenaille entre la volonté de prendre de vitesse d'éventuelles déclarations défavorables à Giscard pour le second tour, et la nécessité de ne pas donner l'impression de passer avec armes et bagages dans son camp sans avoir obtenu au préalable quelques garanties, leur jeu était difficile.

Chaban lui-même ne dit pas un mot en faveur de Giscard, et avenue Charles Floquet, la côte du leader indépendant ne devait pas être bien forte. « Le Figaro », décrivant l'ambiance qui régnait au PC de Chaban ne manque pas de souligner l'opposition entre les barons et les « jeunes partisans » de Chaban, qui « envisageaient froidement d'apporter leurs voix le 19 mai à F. Mitterrand ». A se saouler de démagogie sociale, il devient ensuite difficile d'enfiler les habits, fussent-ils neufs, de la vieille droite.

Dans l'hypothèse d'un face à face Giscard Mitterrand, le sondage IFOP publié par « France-Soir » samedi indiquait que 12 % des électeurs de Chaban avaient l'intention de voter Mitterrand et 17 % de s'abstenir.

Le rétrécissement et la transformation de l'électorat gaulliste annoncés en mars 73 se confirment. La bourgeoisie a joué Giscard. Il lui reste à prouver que derrière lui, elle est capable de rassembler suffisamment de voix gaullistes pour tenir tête à Mitterrand.

LE SPRINT

DE L'UNION DE LA GAUCHE

● Ceux qui n'ont pas vu Georges Marchais à la télévision dimanche soir donner à Lecanuet et Sanguinetti une leçon de gaullisme ont manqué un grand moment.

A l'origine de cette remarquable ouverture vers les gaullistes, un simple calcul d'arithmétique électorale : si toutes les voix de Laguiller, Krivine et Dumont se reportaient sur le nom de Mitterrand, il atteindrait 47 %. Si l'on ajoutait les voix de Royer et Le Pen à celles de Giscard, il obtiendrait 37 %. Il suffirait donc qu'un quart ou un tiers des électeurs de Chaban ne reportent pas leurs voix sur Giscard, soit parce qu'ils s'abstiennent, soit même parce qu'ils votent Mitterrand, pour que ce dernier puisse l'emporter. Voilà le calcul qui a motivé ce spectaculaire appel au pied, dans lequel le PC a d'ailleurs adopté une position encore plus en flèche que le PS.

Dès avant le premier tour, dans son meeting de Marseille, Georges Marchais avait annoncé la couleur : « Il y a dans notre pays ces hommes et ces femmes qui sont gaullistes parce que De Gaulle incarnait pour eux la grandeur de la France, son indépendance et son prestige dans le monde. Sont-ils tellement « d'un autre bord » que nous ? Nous avons en commun cette passion de la France, de sa souveraineté et de son rayonnement. » Dès ce moment le recul de Chaban, accusé par les sondages, sonnait l'hallali pour l'UDR. C'est en grappillant sur ses restes que le PCF se proposait de nourrir une victoire de la Gauche.

Le soir du 5 mai, les résultats de Mitterrand étant légèrement moins bons que prévu, cette ligne de collaboration de classes drapée dans le langage de l'union nationale s'accentue. Dirigeants du PCF et du PS multiplient les appels d'offre. Marchais explique à la radio que le fossé qui sépare les électeurs de Chaban de Mitterrand est « infini-

ment moins grand » que celui qui les sépare de Giscard qui veut brader « l'héritage gaulliste ». Duclos, avec l'art de l'anecdote dont il a le secret, raconte d'un ton bonhomme : « J'ai un voisin qui est gaulliste. Eh bien, je peux vous dire : il est perplexe... » Et Marchais renchérit de plus belle : les gaullistes sont pour le changement nous aussi ! Ils sont pour le progrès nous aussi ! Pour l'indépendance nationale, nous aussi ! On voit se profiler derrière ces mots les grands thèmes de la campagne du second tour. Il va même plus loin : à la télévision, il explique face à un Lecanuet éberlué et sarcastique, qu'il n'y aura que 6 ou 7 ministres communistes au gouvernement (ce qui n'est pas le diable !) et que — la Gauche voulant constituer un gouvernement d'« Union Nationale », il reste encore des postes pour ceux qui voudraient les rejoindre...

Cette « opération » dénoncée vigoureusement par Sanguinetti, n'est pas le seul fait du PC et du PS. La direction de la CFDT n'a pas craint elle aussi d'ajouter de l'eau à ce moulin :

« Le 19 mai, tous les travailleurs choisiront clairement leur camp. Les travailleurs qui ont voté gaulliste doivent rejoindre leur camp (...). Les travailleurs choisiront massivement la voie du progrès, de la liberté et de l'indépendance nationale ».

L'hypothèse d'une participation de transfuges du gaullisme à la campagne Mitterrand dans la perspective d'un gouvernement d'« Union nationale » a peu de chances de prendre corps. La position du FJP et celle de Grandval resteront sans doute isolées.

Mais le ralliement de la totalité de l'électorat de Chaban n'est pas acquis à Giscard.

En tout état de cause, un chose est claire : affirmer sa défiance vis-à-vis de l'union de la gauche était parfaitement justifié.



LE CANDIDAT DES VERSAILLAIS

● Alors que Simon Lorière, le « plus jeune député UDR » commente les élections en disant qu'elles signifient « la fin de l'UDR si celle-ci ne fait pas son auto-critique » et qu'un dirigeant UDR de l'Isère, Christian de Battisti, est suspendu par sa fédération pour avoir, dès dimanche soir, condamné Giscard d'Estaing, l'essentiel de la réaction se regroupe derrière Giscard : l'extrême droite avec ravissement, le centre avec délectation, les gaullistes avec résignation. C'est donc décidé : la carte que joue la bourgeoisie, c'est celle de la solution musclée devant la montée des luttes ouvrières, c'est celle d'une politique directement et ouvertement anti-ouvrière, qui ne saurait s'embarrasser de « concertation » ou de « participation ».

LE CANDIDAT DE LA HAUSSE DES PRIX

Officiellement, la hausse des prix aura été de 1,2 % en mars. Depuis le début de l'année, les prix ont augmenté de 4,2 %, soit 12,2 % en un an.

L'indice de la CGT a enregistré une augmentation de 4,5 % depuis le premier janvier. En un mois, les produits alimentaires ont monté de 1 %, les produits manufacturés de 1,5 % et les services de 0,8 %. Le rythme actuel correspond à une augmentation officielle de 18 % dans l'année.

LE CANDIDAT DU CHOMAGE

Il y a, dans les ministères, un rapport plus ou moins tenu secret,

jusqu'à ce que L'Humanité du 3 mai le rende public. C'est le « rapport Montjoie », du nom du commissaire au Plan, qui traite de l'élaboration d'un « plan intérimaire » pour les années 1974-1976. Que dit ce plan, c'est à dire que se passera-t-il si Giscard d'Estaing est élu ?

— Augmentation des prix (comme le dit éloquentement le rapport « vers une hiérarchie des prix plus conforme à la rationalité économique ») ;

— Stagnation du pouvoir d'achat ;

— Alourdissement des impôts (« il serait évidemment dangereux de prendre en 1974 une mesure générale d'allègement de la TVA » et il faudra « un certain alourdissement des prélèvements sociaux et de la fiscalité d'Etat ») ;

— Et surtout : augmentation du chômage : selon les prévisions du plan, le chômage atteindra 1.200.000 personnes à la fin 1975.

Devant les multiples demandes concernant sa position par rapport à ce plan, Giscard s'est tu de façon éloquente.

LE CANDIDAT DES « SOLUTIONS FORTES »

Durant sa campagne, Giscard a eu le malheur d'affirmer « qu'il n'y a vait pas eu de conflit social au ministère des Finances depuis 2 ans ». Les syndicats CGT et CFDT ont répliqué que Giscard « en 11 ans de présence rue de Rivoli, a reçu effectivement une fois

seulement les organisations de son ministère, en 1970, à la suite des attentats contre ses services, en refusant d'engager à cette occasion une discussion plus large sur les revendications générales de son personnel ». Ils ont précisé en outre que les « fonctionnaires des Finances se sont mis en grève à six reprises (...) et que 151 d'entre eux se sont vus retenir une journée de salaire pour une heure de manifestation ». Ça en dit long sur ce que sera la politique ouvrière du candidat bourgeois.

LE CANDIDAT DE L'EXTRÊME-DROITE FASCISANTE

Enfin, c'est avec Giscard que tout ce que le pays compte de racaille fasciste retrouve un second souffle. On sait qui assure la « protection » des meetings de Giscard : l'essentiel des troupes et des dirigeants d'Ordre Nouveau. On connaît les appuis de personnalités qui ont soutenu Giscard : Soustelle, Bidault, tous les nostalgiques de l'OAS. Sergent en tête. « Minute » (dont le bruit avait couru qu'il était directement financé par... Grioteray, député républicain indépendant), après avoir enfourché un temps le cheval de Royer, a vite fait demi-tour et fait campagne pour Giscard. La monumentale claque pour le maire de Tours est elle-même significative : le rassemblement de la droite et de l'extrême-droite se fait autour de Giscard et de lui seul. Le camp des Versaillais se regroupe derrière son chef : c'est à lui qu'il faut barrer la route.



extrême gauche



Du point de vue de l'extrême-gauche, la première constatation à faire, c'est l'ampleur du courant de défiance envers Mitterrand. Malgré la forte dynamique de vote Mitterrand dès le premier tour, malgré la position prise par le PSU, l'extrême-gauche totalise entre 700 000 et 1 000 000 de voix (selon que l'on inclut tout ou partie de l'électorat Dumont). Soit entre 3 et 4,04 % des suffrages exprimés.

Le second fait important, c'est le résultat électoral de la camarade Arlette qui recueille à elle seule près de 600 000 voix, soit 2,4 %. Environ six fois plus que Krivine.

Il faut souligner que ces résultats électoraux confirment ce que nous avions déjà constaté à l'occasion des législatives : que les pourcentages sont à peu près les mêmes dans les différents départements et localités ; qu'ils sont donc pratiquement indépendants de l'implantation réelle (variable) des organisations qui soutiennent les candidats. C'est la campagne audiovisuelle, les professions de foi et affiches qui déterminent l'électorat, et très peu l'intervention militante des organisations.

On peut cependant noter quelques variations significatives. Alors qu'Arlette obtient en moyenne six fois plus de voix que Krivine, elle en obtient dix fois plus dans certaines régions rurales aussi diverses que la Mayenne, l'Indre, l'Ille et Vilaine, le Lot et Garonne, le Cantal (où elle atteint 4 %). Il ne s'agit pas de régions où le mouvement ouvrier révolutionnaire aurait des racines particulières. Dans les seuls départements du Nord et du Pas de Calais, Arlette totalise environ 50 000 voix.

ARLETTE EN TANT QUE FEMME ET TRAVAILLEUSE...

Il y a donc deux explications à ces résultats :
1. D'abord l'impact d'une candidature de femme travailleuse, à laquelle ont pu s'identifier de nombreux travailleurs combattifs.

Ce résultat laisse entrevoir l'écho qu'aurait pu avoir une campagne unitaire de l'extrême-gauche autour d'une candidature Piaget. Il est clair en effet que la candidature d'Arlette n'a rallié qu'une partie des travailleurs qui se seraient exprimés à travers une candidature Piaget. Sans parler de l'importance de la dynamique unitaire...

2. Ensuite, le contenu de la campagne d'Arlette. En écoutant vendredi soir sa dernière intervention télévisée, on n'avait pas l'impression d'entendre la porte-parole révolutionnaire d'une classe sociale majoritaire, seule « révolutionnaire jusqu'au bout », le prolétariat. Mais plutôt la porte-parole de deux catégories opprimées, les femmes et les travailleurs. « Femmes, mes sœurs », vous représentez 53 % du corps électoral, et il n'y a qu'une candidate pour vous représenter... Toute la teneur



de la campagne d'Arlette (profession de foi, personnalisation délibérée, omission de son appartenance

organisationnelle) tendait à en faire une candidature « populaire » davantage qu'une candidature révolutionnaire. Conformément au projet de Lutte Ouvrière qui visait d'abord à conquérir une crédibilité électorale.

Il en découle que l'électorat d'Arlette est composite. Il ne peut, en tant que tel, être interprété comme un électorat d'extrême-gauche. Si la défiance envers Mitterrand a bien été l'un des axes dominants de sa campagne, une partie de son électorat a voté pour elle en tant que femme (ce qui explique des scores importants dans des régions rurales, sans tradition révolutionnaire particulière) ; une autre partie est un électorat centriste, populiste, qui recoupe partiellement l'électorat du PSU (dans la mesure où Arlette apparaissait moins que Krivine comme candidate d'organisation) ; une dernière partie enfin exprimant par ce vote une défiance à des perspectives révolutionnaires. Il est remarquable que selon de récents sondages, Krivine était perçue par 80 % des personnes interrogées comme un candidat d'extrême-gauche, alors que 40 % considéraient Arlette comme candidate d'extrême-gauche.

PREPARER LES LENDEMAINS

Par rapport aux présidentielles de 1969, Krivine perd plus de la moitié des voix : 96 000 aujourd'hui contre 230 000 il y a cinq ans. Là encore, il y a plusieurs raisons. La première, c'est le caractère qu'avait eu la candidature Krivine à l'époque : il était le seul candidat de Mai, et de plus bidasse (la Ligue Communiste n'avait que deux mois d'existence). La seconde raison, c'est qu'une partie importante des sympathisants d'extrême-gauche ont été gagnés par la dynamique du vote utile, « efficace », du vote Mitterrand. Dynamique qui a moins mordu sur une partie de l'électorat d'Arlette (la partie motivée principalement par le caractère féminin de la candidature) et encore moins sur l'électorat de Dumont (le péril de la pollution n'étant conjuré par aucun des candidats, fût-il de gauche...)

Enfin et surtout, le résultat de Krivine, c'est le revers de la campagne qu'a choisie de faire le Front Communiste Révolutionnaire. Cette campagne a été conçue comme une préparation aux tâches que mettait à l'ordre du jour l'élection de Mitterrand. Pour le FCR, il s'agissait de la priorité des priorités, sans se préoccuper du résultat électoral. Ce choix s'est traduit par une dépersonnalisation délibérée de la campagne. Krivine a utilisé personnellement moins de la moitié de son temps d'antenne, le reste ayant été offert à des invités, militants ouvriers, soldat, camarade antillais. Il a fait une campagne révolutionnaire, subversive, programmatique, une campagne « qui fait peur », disent certains. Or, il s'agissait de regarder l'avenir en face, de tracer des perspectives, plutôt que de gagner des voix ; les deux choses étant souvent contradictoires.

Nous avons maintes fois dénoncé le piège électoral. Il faut rappeler que le piège fonctionne à plein. Que les immigrés ne votent pas ; que les soldats du contingent, auxquels nous nous sommes adressés en fonction des tâches que nous nous donnons, ne votent pas dans leur écrasante majorité ; que les jeunes des lycées et des CET (chez lesquels

des sondages-tests donnaient entre 8 et 10 % pour Krivine) ne votent pas. Il faut rappeler encore que la personnalisation joue à fond, et que le plus grand nombre d'électeurs qui vivent la campagne par la télévision se déterminent autant ou davantage sur le profil individuel du candidat que sur ses idées ou son programme. Les candidats bourgeois qui le savent en rajoutent délibérément sur leurs goûts littéraires et culinaires, mettent leurs épouses en valeur, etc...

Lutte Ouvrière a fait un autre choix que le notre. Il ne faut pas en sous-estimer la portée. La majorité de la classe ouvrière a une éducation électoraliste et se montre sensible à la crédibilité électorale d'une



organisation. Un bon score rend respectable et présentable.

Mais surtout, si Mitterrand est élu le 19 mai, la campagne du FCR commencera à porter ses fruits après le 19 mai. C'est alors que les idées propagées, les formes d'organisation mises en avant, les objectifs de luttes martelés, prendront toute leur importance. Ce que masquent les résultats électoraux referra surface sur le terrain de la lutte de classes. De toute façon, il fallait et il faut tout faire dans cette perspective ; la plus grave responsabilité d'une organisation révolutionnaire serait de se laisser fasciner par les résultats immédiats d'une campagne électorale, au détriment des tâches auxquelles il faut se préparer, pour répondre à l'évolution de la situation objective. Ce mandat-là nous pensons l'avoir rempli et continuer à le remplir.



meetings

MARDI 7 MAI
Strasbourg avec Alain Krivine
Forbach avec Alain Krivine

Mardi 7 mai
Cinéma Blanc-Mesnil
20 h 30

MERCREDI 8 MAI
Clermont avec Alain Krivine

JEUDI 9 MAI
Sedan avec Alain Krivine
Troyes
Amiens

ROUEN
Vendredi 3 mai, 50 travailleurs immigrés ont participé à un meeting travailleurs immigrés où un camarade du Front des Travailleurs Immigrés a pris la parole.

Mercredi 21 heures - Ulm
Les comités de base du Comité National de Soutien à la Lutte des Colonies Portugaises organisent un meeting de soutien aux luttes dans les colonies portugaises. Rouge soutient cette initiative.

LE FCR EN CAMPAGNE

C'est 1000 personnes qui ont participé le 3 mai au meeting FCR à Besançon.
Après un camarade des banques, membre du Comité de Grève de Grève de la Société Générale, ce sont aux camarades du MLAC et un membre du comité de soutien à Jacques Chouffot, insumis emprisonné à Metz, qui sont intervenus.
Alain Krivine et un camarade du FSMAR ont fait les dernières interventions pendant que la salle scandait « A bas l'armée de guerre civile ». 80 personnes en majorité des travailleurs, sont restées deux heures après le meeting pour entamer les discussions avec les camarades du FCR.



Bureau exécutif de l'U.D.R. :

« C'EST PAS LE PIED »

Il aura fallu deux heures un quart au bureau exécutif de l'UDR pour sortir un communiqué de soutien à Giscard d'Estaing pour le second tour. Le ton en est plutôt lugubre :

« Le peuple français s'est prononcé. Nous rendons hommage au combat courageux de Jacques Chaban-Delmas. Nous regrettons qu'il n'ait pas été suivi par une majorité d'électrices et d'électeurs (...). Il nous faut barrer la route au marxisme et à son candidat. Dans cet esprit et pour préserver l'avenir de la nation, nous estimons que notre devoir est d'apporter notre soutien à Valéry Giscard d'Estaing ».

C'est, visiblement, « pas le pied » du côté des gaullistes. Il faut dire que le clan UDR avait, durant la campagne, adopté 3 positions divergentes :

- la première avec Chirac, en

juillet, et le groupe des 43, avait été de jouer au début la carte Giscard. « Traîtres à leur candidat », ils se révèlent maintenant avoir eu la politique la mieux « sentie » : monnayer contre des postes ministériels, un ralliement de l'UDR à la nouvelle majorité ;

- la seconde était celle de Messmer qui, durant la campagne, joua à l'Arlésienne : on en parlait mais nul ne le voyait ni ne l'entendait. Il a fait sa réapparition dans la nuit, tentant de jouer au réconciliateur et au Bonaparte entre des fractions qui, visiblement, n'ont plus besoin de lui ;

- la troisième était celle du gros de la troupe UDR, dénonçant avec fracas la « droite ripolinée en pull-over » de Giscard... Ceux-là ont tout perdu : leur candidat, leur crédibilité, l'hégémonie de leur parti... Et ça fait mal !

Presse étrangère

« la fin d'une certaine France »

Que ce soit avec soulagement ou regret, la presse étrangère est unanime : c'est la fin du gaullisme.

Pour le « Corriere della Sera » de Milan (conservateur), Chaban « a tué un mouvement et mis à nu par ambition et par imprudence, les profondes faiblesses que le gaullisme, divisé sur tout, mais uni dans la volonté de survivre, avait cachées ». Pour « L'Unita » (DC) : « La Vème République gaulliste cède le pas à une autre république ». En Suisse, on parle de « déperissement du gaullisme », de « fin d'une certaine France ».

Il n'y a guère que dans les pays arabes qu'on se montre vraiment déçu : « Pour les pays du Tiers-Monde, notamment les pays arabes, le gaullisme signifiait le dégagement de la France et de l'Europe de la tutelle américaine et du sionisme. Mais les Français, lorsqu'ils votent, ne pensent qu'à leur bifteck quotidien et à la bouteille de vin, c'est leur droit » écrit « Al Anouar » de Beyrouth.

Tandis qu'en Israël, on est franchement content. « Le Maariv » écrit notamment : « Quel que soit le vainqueur au second tour, il est d'ores et déjà possible d'espérer que nous serons témoins d'une amélioration des rapports franco-israéliens. Aucun des deux adversaires restés en course n'a fait sienne la politique anti-israélienne instaurée par le gaullisme et tous deux sont en faveur d'une politique française plus équilibrée au Proche-Orient ».

Partout, une certaine inquiétude pointe quant à l'issue du second tour. Inquiétude que traduit clairement en Allemagne le « Frankfurter Allgemeine Zeitung » : « Les lumières ne s'éteindront pas en Europe si François Mitterrand devient président de la République », « On craint cependant la nouveauté scabreuse que constituerait dans le climat politique de l'Europe occidentale l'entrée de ministres communistes au gouvernement français. Une telle réalité pèse sur les épaules de François Mitterrand lui-même ».

Toujours en retard d'un train, l'organe officiel du PC est-allemand, « Neues Deutschland », écrit : « Dans les partis bourgeois, les différentes tendances qui jusqu'à maintenant s'étaient combattues vont tenter maintenant de présenter un front uni contre le candidat de l'Union de la Gauche ». Sans doute

leur correspondant à Paris n'a-t-il pas entendu les appels pathétiques lancés dimanche soir par Marchais aux gaullistes « pas-de-droite »...

Moscou, 6 mai

L'Agence Tass a consacré lundi une place considérable au premier tour des élections présidentielles en France, s'abstenant toutefois de tout commentaire ou pronostic pour le second tour.

Dans un compte rendu d'environ 300 mots, l'agence soviétique souligne que « la campagne pour le second tour a déjà commencé en fait » et elle rapporte des déclarations, à l'issue du scrutin du 5 mai, de MM. François Mitterrand, Valéry Giscard d'Estaing, Pierre Messmer et Georges Marchais.

En ce qui concerne, en particulier, les deux candidats restés en lice, l'agence Tass relève que selon M. Mitterrand « les conditions de succès sont d'ores et déjà réunies » pour la gauche unie et qu'« un profond mouvement s'affirme en effet qui permettra à la France de mener à bien, à partir du 19 mai prochain, une politique qui, dans la liberté, rassemblera les français, autour d'une volonté de progrès social et d'indépendance nationale ».

Quant à M. Giscard d'Estaing, l'agence soviétique estime que la « nouvelle majorité » dont il parle, représente, en réalité, « une coalition des partis bourgeois comprenant tous les adversaires du programme commun et des forces de la gauche ».

Notant enfin, que M. Messmer « a lancé un appel aux partisans du bloc gouvernemental pour qu'ils surmontent leurs divergences et s'unissent contre le candidat des forces de gauche », l'agence Tass cite M. Marchais écrit que « le fort mouvement » qui s'est exprimé en faveur du candidat de la gauche unie « dépasse d'environ un million le total des suffrages recueillis aux dernières élections législatives par les partis regroupés autour du programme commun et manifeste la montée de l'aspiration des Français à un changement réel ».

communiqué du comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien :

La condamnation à mort de 5 militants du Parti Socialiste chilien pour leurs activités de résistance et de 6 militaires accusés de « haute trahison » pour leurs liens avec l'Unité Populaire avant le coup d'état, est plus qu'un nouveau crime de la junte fasciste de Pinochet. La junte militaire essaye aujourd'hui, pour briser son isolement international, de donner une couleur légale à ses assassinats. Mais la condamnation de cinq civils par des tribunaux militaires, l'accusation de « haute trahison » suffisent à lever les quelques doutes sur le sens de ces simulacres de procès, ne peuvent faire oublier les tortures, les massacres quotidiens de travailleurs.

Seule une mobilisation massive, internationale, peut dénoncer, isoler et contraindre la junte. Si nous restons encore sans nouvelles du camarade Bautista Van Schouwen, dirigeant du MIR, arrêté, torturé, la solidarité internationale a déjà sauvé Luis Corvalan, secrétaire du PC chilien. Nous devons, nous pouvons sauver les condamnés à mort. Les comités chili réaffirment leur soutien inconditionnel à toutes les victimes de la répression fasciste au Chili, s'étonnent du silence de la gauche traditionnelle à la suite de l'appui promis par Mitterrand à Altamirano il y a moins de deux mois.

Il appelle tous les travailleurs, tous les antifascistes à riposter massivement dans la rue, jeudi 9 mai à 18 h 30, métro Trinité. Il appelle les organisations ouvrières à se joindre à cette manifestation.

Pour sauver les 9 camarades chiliens

Pour la libération de Van Schouwen et de tous les prisonniers politiques !

femmes

A travail égal salaire égal

Le patronat justifie le sous-paiement des femmes par leur manque de formation professionnelle, leur absentéisme (grossesses, maladies des enfants, etc.). Le rôle social qu'on reconnaît aux femmes dans ce système étant la reproduction des enfants et l'entretien de la force de travail du mari, le système de formation professionnelle reproduit bien ce choix. Comme le démontre très bien une étude récente menée par l'AFPA (CEREQ « Le travail et la formation des femmes en Europe », vol. n° 4, oct. 72, Françoise Lantier) les femmes sont quasi-exclues des formations professionnelles industrielles ou reléguées dans des professions dites « féminines ». C'est-à-dire tout métier ayant rapport avec les tâches traditionnelles de la femme dans la famille : couture, confection, enseignement ménager, emplois de bureaux, services (hôtels, restaurants, nettoyage), para-médical (infirmière, sage-femme — au fait savez-vous comment ça se dit au masculin ?), enseignement, etc...

Aussi en France, quelques chiffres sur la formation des filles :

- **apprentissage** : 55 % de formations préparant aux emplois de bureau, 29 % à la couture et à la confection.
- **enseignement technique** : légalement depuis 1967, les filles ont accès à toutes les formations techniques et à tous les niveaux. Pourtant, les discriminations demeurent. Voici d'après les statistiques de 1969-70 quelles sont les proportions de filles par branches de formation et par niveau.
 - **branches industrielles** : 19 % seulement de filles dans les formations techniques allant au niveau I (CAP, BEP — soit d'une fille pour 5 garçons).

- 17,7 % seulement de filles au niveau II (BT et BTN).
- exemples** : 0,3 % de filles pour mécanique générale et précision, 1,3 % de filles pour électricité, électromécanique, 9,7 % de filles pour électronique.

Par contre 98 % pour l'industrie de l'habillement et le travail des étoffes !

Ainsi lorsque les filles sont admises en enseignement technique industriel, on observe que c'est précisément dans les industries en déclin où elles auront bien peu de chances de trouver du travail.

— **branches du tertiaire** :

- Par contre, on oriente la formation technique des filles surtout dans le tertiaire. Ainsi : 98,2 % de filles pour le secrétariat et la sténo-dactylo (niveau I), 86,4 % de filles pour le commerce et la distribution (niveau I), 95,4 % de filles pour la santé, les services sociaux, para-médicaux (niveau I), etc...

Mais là encore, les pourcentages sont déjà bien moins élevés dès que le niveau de qualification augmente. Au niveau II pour le commerce et la distribution, ce sont de nouveau les filles qui sont minoritaires (42,8 %).

En 1968, on trouvait en fait dans les industries de construction électrique, 35,7 % de femmes, 30 % dans les industries chimiques, 29,4 % dans les industries alimentaires, 26,8 % dans les articles métalliques divers, 15,3 % dans les

Italie

Une véritable émeute a coupé du reste de l'Italie son appendice extrême, la Calabre et la Sicile (blocage des voies ferrées, de l'autoroute, des routes même du Fleuve Selé) obligeant près de 3000 voyageurs à rebrousser chemin.

A Battipaglia, Eboli, Scammicola, d'importantes forces de police ont été envoyées face aux désordres. Le mouvement a commencé dimanche matin lorsque la radio transmit que l'organisme gouvernemental de développement industriel avait décidé la construction du prochain établissement Fiat du midi dans la province d'Abellino.

Jusqu'à la dernière semaine où les ministres concernés avaient promis que l'usine serait installée dans la plaine de Sélé (province de Salerno) : C'est le motif de l'émeute qui a éclaté à partir de Eboli et Battipaglia. La province d'Abellino est aussi pauvre que celle de Salerno. En réalité une boîte de 3000 ouvriers n'est rien pour la région de Campanie (Salerno et Abellino en font partie) où l'émigration et le chômage sont le destin d'une frange croissante de la population.

L'attitude des syndicats et des partis réformistes est encore une fois dangereuse. Ils renvoient les manifestants chez eux en annonçant l'ouverture de négociations avec les autorités, mais les chômeurs d'Eboli et de Battipaglia sont profondément méfiants. A l'inverse, les fascistes voient s'ouvrir une marge de manoeuvre qui pourrait devenir... inquiétante.

Ce sera un test très important

industries mécaniques. Comme ces ouvrières n'ont pas de formation professionnelle (voir les pourcentages plus haut), on comprend aisément comment le patronat peut tourner la loi et les payer en moyenne 35 % moins cher que les hommes (même problème pour les immigrés).

De surcroît, cette discrimination qui s'effectue dès la formation se reproduit à l'embauche, l'afflux des femmes dans les professions qui leur sont « réservées » faisant pression sur les salaires.

D'où l'importance pour l'unité de la classe ouvrière des revendications suivantes :

- égalité des chances dès la formation :
- mixité de l'enseignement, de la formation professionnelle et de la formation permanente !
- accès sans discrimination de sexe à toutes les professions !

vient de paraître

« Lycée-Rouge » est le journal du Front des Cercles Rouges Lycéens. Au sommaire de son premier numéro : les lycéens et les élections, un dossier sur l'antimilitarisme. Ce journal a pour but de soutenir la campagne lancée par les cercles rouges lycéens de soutien aux appelés victimes de la répression militaire.

Commandes à la Librairie Rouge, 10 impasse Guéméné, Paris 75004. Prix 0,50 F.

publicité

TEP Théâtre national
du 5 avril au 15 mai **Milan KUNDERA**
LES PROPRIÉTAIRES DES MÉT.
17 rue Malte-brun - Paris 20e
m° Gambetta - tel. 636.79.09

LA LUTTE DE LA S.A.F.A.A.

Depuis le 22 avril, les travailleurs de la SAFAA-Massy sont en grève :

- pour 200 F d'augmentation pour tous (pour un travail au rendement de 43 h par semaine payé entre 1200 et 1400 F)
- pour le 13ème mois et la 5ème semaine de congés payés
- pour l'amélioration de l'échelle mobile des salaires (la direction voulant, elle, soumettre les augmentations de salaire aux « possibilités » de l'entreprise) ;
- pour la suppression des sanctions, notamment le renvoi d'un technicien qui n'a pas voulu faire le sale boulot de chronométrage du patron ;

La SAFAA fabrique les distributeurs automatiques pour toutes les gares de France. Les profits sont donc solides, ce qui n'empêche pas le patron de donner les plus bas salaires de la zone industrielle de Massy.

UN PATRONAT DE CHOC

A Massy aujourd'hui, le patronat local montre les crocs. En un an, de nombreuses usines sont entrées en lutte (CGCT, NCR, Currus, Knock-out, Alstom...). Il y a 4 mois à Knock-Out, le patron a envoyé un commando armé contre les piquets de grève. Il y a une semaine, dans une autre entreprise, les flics rentrent dans l'entreprise pour embarquer deux travailleurs immigrés combattifs, les CDR comme par hasard réapparaissent et le GAJ fait une apparition sur le lycée technique après la grève. A la SAFAA, il y a encore quelques années, des collectes étaient organisées pour l'anniversaire du patron, le baron Edouard de Crény (le malheureux

ARLETTE EST
UNE CANDI-
DATURE DE
DIVISION!



10,36

PAS
NOUS!

n'a qu'un château en Champagne). Après la grève de mars 1974 à l'usine de Paris, la CFT pointe son nez et essaye de rendre obligatoire la prise de carte CFT. Le patron se croit invulnérable, les quelques grèves précédentes à Massy (notamment en novembre 73) avaient échoué, le personnel reste peu de temps à la SAFAA et la section syndicale CGT n'est pas très forte.

ORGANISER LA SOLIDARITE

Cette grève représente l'espoir de tous les travailleurs de la SAFAA, de tous ceux qui veulent en finir avec les salaires de misère, avec l'arrogance du patron-baron qui, contraint de s'adresser aux grévistes, déclare : « Si vous n'êtes pas contents, vous n'avez qu'à aller ailleurs... nous sommes en régime de liberté ». Le lundi 22 avril, 50 travailleurs partaient en grève ; aujourd'hui, c'est plus d'une centaine de grévistes (sur 400 employés, techniciens compris) qui se réunissent chaque jour en assemblée générale pour décider démocratiquement de la poursuite de l'action.

L'AG des grévistes a ressenti très rapidement la nécessité de populariser la lutte dans les différentes usines SAFAA (condition préalable à toute occupation massive de l'usine) et sur la zone industrielle de Massy : 1200 travailleurs. C'est ainsi qu'une délégation massive de grévistes s'est rendue à la SAFAA-Paris, faire une prise de parole aux cantines, et montrer par la même occasion aux nervis de la CFT un « avant-goût » de ce qui les attend s'ils pointent leur sale museau à l'entreprise. Le jour du premier mai, le matin, les grévistes étaient à la

manifestation, distribuant des tracts et collectant de l'argent. L'après-midi à la Courneuve, le « manque de consignes précises » aux dires des responsables syndicaux, les a empêché de rentrer pour collecter des fonds et faire connaître la grève comme le matin.

A Massy, dès le 25 avril, les grévistes ont décidé de créer un comité de soutien placé sous le contrôle de l'AG (Le comité de soutien se réunit salle du 1^{er} Mai à Massy). Des délégations de grévistes vont aller expliquer leur lutte sur les gares, le grand ensemble de Massy, dans les lycées de Massy et sur le campus d'Orsay.

Dans l'organisation du soutien, les réformistes sont pour le moins discrets. La lutte à la SAFAA est menée par une section syndicale CGT peu importante mais très dynamique. L'UL-CGT a donc sa signature au comité de soutien, mais pendant dix jours, aucune consigne n'a été donnée aux autres sections dans les différentes usines, à tel point qu'à la CGCT, c'est la CFDT qui a du distribuer le tract CGT-SAFAA ! Là encore, les exigences de la trêve électorale font passer sous la table le soutien aux luttes.

Alors que des menaces précises pèsent sur la grève, la lutte de la SAFAA doit être popularisée au maximum. Le Baron a lâché quelques miettes en pourcentages le 3 mai, rien sur les autres revendications. Le week-end sera le test pour une telle grève qui ne se produit pas pour la première fois à Massy.

(A l'heure où l'article est écrit, nous ne connaissons pas les résultats de l'AG de Lundi 6 Mai).

**DE CREPY PEUT PAYER !
LA SAFAA DOIT VAINCRE !
SOLIDARITE !**

C.F.D.T.

LES TROTSKYSTES ET MITTERRAND

Paris, le 3 mai (AFP)

La centrale CFDT dénonce dans un communiqué « la campagne de dénigrement et de calomnies de groupements d'extrême-gauche ». Elle s'élève contre les propos répétés des deux candidats trotskystes qui passent leur temps à diriger leurs attaques contre le candidat commun de la gauche dans l'espoir infantile d'améliorer quelque peu leur faible pourcentage ».

« Une telle attitude anti-unitaire et électoraliste doit être condamnée », souligne la confédération qui ajoute : « Les groupements et candidats qui se réclament abusivement, à tous moments, de la classe ouvrière prennent la lourde responsabilité de contribuer objectivement, par leurs comportements et leurs propos, à perpétuer le pouvoir de la droite et de maintenir ainsi l'actuelle exploitation des travailleurs ».

Pour la CFDT, « l'ennemi de classe est à droite et pas à gauche. En se trompant volontairement d'adversaire, les groupements et les candidats d'extrême-gauche tentent de diviser et de décourager les travailleurs, au seul bénéfice de la pire politique réactionnaire. Cette attitude irresponsable, qui tente de s'opposer à la

chance historique de la gauche, se devait d'être dénoncée publiquement par une organisation ouvrière ».

Communiqué de réponse le 3.5.74 à 17 H

Le FCR s'élève avec indignation contre le communiqué de la direction confédérale CFDT attaquant les candidats d'extrême-gauche.

La centrale cédétiste nous accuse de « passer notre temps » à attaquer le candidat commun de la gauche au moment où Monsieur Galley se déchaine contre nous et où Monsieur Le Pen nous attaque en justice !

— Qui a révélé à la télévision la collusion de Giscard d'Estaing avec les fascistes d'Ordre Nouveau ?

— Qui a donné la parole à des militants ouvriers et des femmes travailleuses contre leur exploitation ?

— Qui a donné la parole à des représentants des TOM et DOM contre le colonialisme français ? Alors un peu de bonne foi !

Nos coups sont réservés à la droite et nous appelons aux deuxième tour à voter pour F. Mitterrand. Mais devons-nous au nom de l'unité contre la droite faire taire les débats au

sein du mouvement ouvrier sur les moyens de combattre la bourgeoisie, sur les voies de passage au socialisme et sur le socialisme. Au nom de quel principe devons-nous faire taire nos critiques à Monsieur Mitterrand quand il dit qu'il respectera le profit, développera la concurrence, restera dans le cadre du marché commun et de l'alliance atlantique et gardera la Constitution gaulliste de 1958 ?

La direction de la CFDT, quand à elle, doit répondre vertement au PCF lorsque celui-ci lui reprochait de faire le jeu de la bourgeoisie parce qu'elle exprimait ses critiques au programme commun ! Ce qui est bon pour la direction de la CFDT n'est-il pas bon pour les autres ? Faut-il enfin rappeler à Edmond Maire que Monsieur Mitterrand lui-même, avait demandé instamment en début de campagne au PCF de présenter un candidat au 1er tour ?

En fait, de la condamnation de la candidature de Charles Piaget, jugé par le secrétaire général incapable d'être président de la République, à ce communiqué calomnieux, la direction cédétiste se situe sur la voie de la capitulation qui demain l'amènera, si Mitterrand est élu, à abandonner, dans les faits si ce n'est en parole, le socialisme et l'autogestion.

ils
ne respectent
pas
la trêve



UNIVERSITE DE PARIS VIII
ROUTE DE LA TOURELLE
75571 - PARIS CEDEX 12

le 30 avril

COMMUNIQUE DE PRESSE

■ A l'Université de Paris VIII depuis juin 1973, chaque mois, une centaine de membres du personnel ne perçoit pas régulièrement sa rémunération en raison des vicissitudes de la gestion par ordinateur « mise en œuvre » par la paierie générale du Trésor cette année. La majorité des personnels concernés sont chargés des travaux dirigés, payés sur heures complémentaire et gagnent généralement moins de 1.500 F par mois ; en outre, parmi eux, plusieurs enseignants sont réfugiés du Chili et certains d'entre eux qui viennent tout juste de recevoir leur premier salaire, se sont trouvés dans une situation particulièrement intolérable.

Malgré plusieurs démarches du Conseil de l'Université de Paris VIII et des sections syndicales auprès du Rectorat, la situation n'a été, à ce jour régularisée que pour une quinzaine de personnes ; les autres devraient attendre, si tout va bien, jusqu'à la fin mai !

Les sections syndicales et le Conseil de l'université de Paris VIII, dénoncent la négligence scandaleuse des responsables du Ministère de l'Education Nationale et de la paierie générale vis à vis des personnels qui n'ont pas à faire les frais de problèmes « techniques » et exigent que soit réglé dans les plus brefs délais le paiement de ces personnels et qu'à l'avenir une solution soit trouvée pour que les personnels de l'Education Nationale puissent percevoir leur salaire régulièrement.

CGT. SGEN. CFDT. SNESup.

S.K.F

■ Un délégué du Comité Hygiène et Sécurité (CGT) pour avoir fait une clé du local syndical durant ses heures de travail (utilisation abusive du matériel !!) s'est vu attribuer un avertissement et trois jours de mise à pied. Les stals délégués ne voulaient pas suivre l'affaire et la passer sous la table. Son atelier a déclenché une grève de solidarité pour la suppression de l'avertissement et des trois jours. Un tract sera distribué aux autres ateliers. Certains parleraient de débrayer 3 jours durant la mise à pied du camarade. A suivre...

LE CENTRE HOSPITALIER EMILE ROUX A LIMEIL-BREVANNES

■ Les élèves infirmières de Limeil-Brevannes sont en grève partielle, c'est-à-dire grève des stages :

Pour une indemnisation des stages, pour ne pas pallier le manque d'infirmières dans les services.

Elles refusent d'être une main-d'œuvre à bon marché pour l'A.P.

Sur 120 élèves, la moitié est maintenant en grève depuis le mardi 30 avril malgré les intimidations de la CGT de l'hôpital qui est venue leur dire qu'elles n'avaient pas le droit de faire grève, ni de tenir plus de deux assemblées générales par an. « Vous êtes hors-la-loi, mesdemoiselles, reprenez le boulot ! » Le tout sur un ton paternaliste que les élèves n'ont pas apprécié. La manœuvre s'est retournée contre eux, des non-grévistes se sont jointes au mouvement et elles tiennent bon.

Un comité de grève de 10 personnes élues est responsable de la grève qui est reconductible en AG toutes les 24 heures.

Elles ont d'ores et déjà rédigé un tract à la population et appellent à la création d'un comité de grève.

Correspondant

CHU NECKER : EN LUTTE DEPUIS UN MOIS

■ Dans les facultés, il n'y a pas que des étudiants, il y a aussi des travailleurs, qui luttent. Au CHU-Necker, fac de médecine particulièrement réac, fief de Lejeune, le leader de Laissez-les-vivre, des pressions étaient exercées depuis longtemps sur une secrétaire syndiquée à la FEN SNPTES pour l'obliger à démissionner. Motif : « mauvais état d'esprit » (elle est militante du MLAC Necker). D'autres licenciements frappent des travailleurs antillais. Devant ces pressions et ce chantage au licenciement, une intersyndicale s'est réunie ; l'assemblée générale convoquée vendredi dernier a posé les revendications du personnel :

- création d'une commission paritaire pour la défense des statuts
- aucun licenciement, aucune mutation arbitraire
- En cas de refus de la direction le principe d'une grève a été voté.

NI TREVE, NI COMPROMIS

■ A l'entreprise Le Portel, à Boulogne-sur-Mer, le personnel avait décidé d'une grève par équipe, à la suite de l'échec des négociations avec la direction, vendredi. Lundi matin, les piquets de grève mis en place par travailleurs ont été forcés par un directeur et quelques employés. Cette attaque avait eu sa riposte immédiate : une AG s'est tenue à la Bourse du Travail, avec la quasi totalité du personnel, qui a décidé de reconduire la grève.

BOURSE

■ Tous les syndicats ont demandé à revoir la répartition des gratifications sans remettre en cause le protocole d'accord. Vote possible mardi.



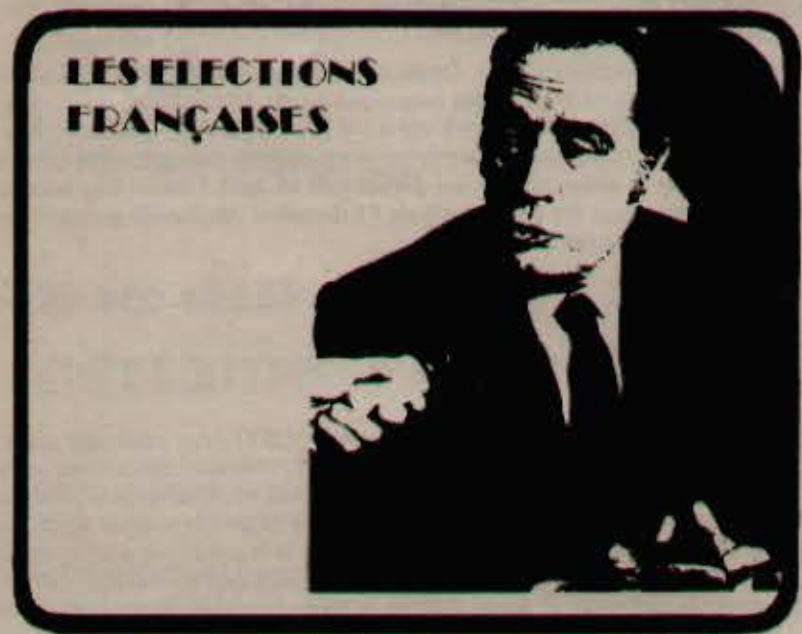
INPRECOR

INPRECOR est un nouveau quinzomadaire édité par le Secrétariat Unifié de la IVème Internationale. Son but est de renforcer les liens entre les militants révolutionnaires de tous les pays en fournissant un matériel d'analyse et d'information sur les événements politiques mondiaux.

INPRECOR fournira aussi les textes, résolutions, déclarations des sections de l'Internationale ainsi que d'autres organisations révolutionnaires.

Pour vivre, ce nouveau périodique doit reposer sur un nombre suffisant d'abonnements qui doivent être souscrits très rapidement.

Abonnement : 1 an - 25 numéros - 30 francs français. Paraît également en espagnol, anglais, allemand.



LES ELECTIONS FRANÇAISES

sommaire:

APRES LA MORT DE POMPIDOU - APPEL POUR LA CREATION DU FRONT COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE - LE REFERENDUM SUR LE DIVORCE ET LA CRISE POLITIQUE ITALIENNE - PORTUGAL : LE DEBUT D'UNE CRISE - LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE DU REGIME DE SAIGON - A PROPOS D' "ARCHIPEL GOULAG" - LE PC ESPAGNOL ET LE KREMLIN - BOLIVIE : UNE CRISE QUI MENE A L'AFFRONTEMENT - DOCUMENTS : RESOLUTIONS DU POR (BOLIVIE) et du LESP(R) (SRI LANKA)

N° 0 - 1er MAI 1974 - PRIX : F. F. 2,50, F. S. : 2,50, F. B. : 25

PORTUGAL

Les tensions sociales sont toujours très vives dans la nouvelle situation au Portugal. La poussée populaire est difficilement canalisée par la junte, qui multiplie les appels au calme et à la responsabilité. Toute ingérence dans la conduite des affaires publiques et privées sera considérée comme crime contre le mouvement des forces armées et en tant que tel vigoureusement réprimée.

Mais le mouvement de masse est tel que la répression est encore bloquée. Les habitants d'une centaine de taudis ont occupé les maisons vides, des militants anti-colonialistes ont empêché le départ de soldats pour les territoires africains. Dans les banques, l'administration, les entreprises de tous ordres, se multiplient les structures d'organisation des travailleurs. Les anciens responsables syndicaux désignés par les fascistes sont balayés.

Cette situation se double d'une offensive militaire dans les colonies, où la junte tente de marquer des points en s'alliant les colons d'Afrique qui voudraient faire sécession. Les bombardements contre des objectifs civils en Guinée Bissau ont été violemment dénoncés par le PAIGC qui, avec le FRELIMO et le MPLA, a déclaré poursuivre la guerre jusqu'à la victoire.

Le comportement des directions réformistes qui sont prêtes à former un gouvernement d'union nationale dans ce cadre-là doit être dénoncé. Notre soutien au mouvement de libération et à l'offensive des masses est total.

DJIBOUTI

Conflit de « compétence » entre le conseil constitutionnel et la commission de contrôle à propos de l'élection dans les TOM-DOM. C'était dit pudiquement, mais l'essentiel était lâché : derrière l'escarmouche Frey-Poher, il y avait la reconnaissance de la fraude électorale dans les TOM-DOM. Les morts qui votent, les intimidations, les urnes truquées : le folklore est connu et a subi quelques revers avec les progrès de la vigilance populaire. Particulièrement aux Antilles et à la Réunion.

Mais ailleurs, dans d'autres territoires oubliés, la fraude est une véritable institution. Ainsi à Djibouti. Erigée en système, la fraude y marche à la perfection. Referendum d'avril 72 sur l'entrée de la Grande Bretagne dans le marché commun : 98,65 % de oui. L'Europe, ça a l'air de motiver fortement les nomades Afars et Issas !

La combine est simple : à chaque élection, une nouvelle loi électorale est mise sur pied. Cinq élections depuis 67, cinq lois électorales qui sont l'occasion d'un grossier bourrage d'urnes. Enfin, les chefs de tribus sont invités à voter au nom de l'ensemble de leurs hommes. Ainsi un potentat local votera-t-il pour 800 personnes (cas dévoilé par un député PDM) ! Par ailleurs à chaque élection des distributions de vivres ont lieu. Quand en France on fait les comptes, cette grande discipline des TOM, ça compte !

U.R.S.S.

POUR LA LIBERATION DE GRIGORENKO

Alors que le PCF s'efforce de présenter l'URSS comme un vaste paradis démocratique, la bureaucratie soviétique s'acharne à réduire au silence quiconque ose élever la voix contre l'arbitraire qu'elle fait régner en URSS : si certains comme Jaurès Medvedev, Pavel Litvinov et plus récemment Soljenitsyne ont été expulsés d'URSS, beaucoup d'autres sont détenus dans des camps ou des hôpitaux psychiatriques spéciaux, condamnés à y mourir lentement ; que l'on se souvienne de Galanskov mort à 32 ans dans un camp, d'Amalrik, recondamné à 3 ans de camp à régime sévère pour le même « délit » avoir tenu des propos « anti-soviétiques », de Boukovsky qui a repoussé tous les chantages de la bureaucratie, du général Grigorenko, interné depuis 5 ans dans un hôpital psychiatrique spécial, les experts du K.G.B. l'ayant déclaré atteint de « manie paranoïaque de réformes à caractère permanent ».

Pavel Litvinov, manifestant de la Place Rouge en 68 contre l'intervention en Tchécoslovaquie, aujourd'hui exilé hors d'URSS, A. Sakharov, Jiri Pelikan, la Fondation Bertrand Russel lancent un appel pour faire du 7 mai, jour anniversaire de l'arrestation de Grigorenko et de tous les emprisonnés politiques dans les camps et les hôpitaux psychiatriques de la bureaucratie soviétique.

Pour nous, marxistes-révolutionnaires, la solidarité militante avec les victimes de l'arbitraire bureaucratique, en particulier avec ceux qui ont mené et continuent de mener une lutte courageuse contre la bureaucratie, pour un socialisme authentique fondé sur la démocratie, conseils ouvriers, est partie intégrante de notre combat.

A ceux qui, comme le PCF affirment que toute critique de l'URSS ne peut que faire le jeu de l'anticommunisme, nous répondons avec Grigorenko :

« Qui est effectivement fidèle à l'idée communiste ne peut avoir peur de dire la vérité, ouvertement et sans ambiguïtés aux peuples du monde entier. Les affirmations selon lesquelles le fait de révéler les crimes du passé aurait pour résultat, une perte du pouvoir d'abstraction des idées communistes sont sans fondement, pour autant que sont sans fondement les attaques anti-communistes qui se servent de l'expérience soviétique pour couvrir de boue la doctrine marxiste léniniste pour démontrer qu'elle n'est pas réalisable, qu'il s'agit d'une utopie. En URSS ce ne sont pas les idées communistes qui ont subi une défaite,

c'est un système bien déterminé, qui s'est défini socialiste mais qui ne l'était pas ». (1)

Si dans ce texte, Grigorenko s'adressait aux partis communistes occidentaux, ceux-ci ont toujours gardé le silence sur la répression en URSS. Notre soutien doit permettre de briser le mur du silence et prouver aux combattants anti-bureaucratiques qu'ils ne sont pas isolés, qu'à l'ouest,

dans les pays capitalistes, des militants révolutionnaires poursuivent le même combat qu'eux. Ce n'est pas seulement un devoir internationaliste élémentaire, c'est aussi une première contribution au développement d'une opposition de gauche en URSS.

(1) Extrait de la « Lettre ouverte à la conférence de Budapest ». Le texte intégral de cette lettre a été publié dans « Quatrième Internationale » N° 9/10 - Sept/Oct. 73.

PIOTR GRIGORENKO

Fils de paysans pauvres P.G. Grigorenko est né en Ukraine en 1907. Apprenti mécanicien à 13 ans, il devient en 1927, secrétaire du comité d'atelier du Komsomol de son usine, puis il entre au parti. La même année, il commence à étudier à la « Faculté ouvrière », puis en 1929, à l'Institut technologique de Kharkov. Mobilisé en 1931 à l'académie militaire, il est envoyé, à sa demande, sur le front occidental où il reste jusqu'en 1945. Il finit la guerre avec le grade de colonel bien qu'ayant été blâmé par le parti pour avoir critiqué l'impréparation du pays et dénoncé la responsabilité de ses dirigeants. Après la guerre, il enseigne la cybernétique à l'académie du quartier général. Il est général en 1956.

En 1961, intervenant dans une conférence du parti, il critique le « culte renaissant de la personnalité de Kroutchev ». Ecarté de l'enseignement, blâmé par le parti, il est envoyé en extrême-orient dans un poste bien moins important. Au cours de l'automne 63 dans le cadre des discussions qui s'engagent lors du XXI^e congrès, il forme un groupe : l'Union de lutte pour la renaissance du léninisme. Ce groupe étudie : « L'Etat et la révolution », écrit des tracts sur la répression des émeutes de Tbilissi, Novocerkassk, Temir-Tau.

Le 1er février 1964, Grigorenko est arrêté en même temps que d'autres membres du groupe. Il est reconnu fou et enfermé dans un asile criminel. En même

temps, il est dégradé au rang de simple soldat et expulsé du parti. Toutefois, il réussit à se faire libérer le 23 avril 1965 sous couvert d'invalidité. Après six mois, il est reconnu comme sain mais n'est pas réintégré dans l'armée ni le parti. A partir de ce moment, il prend part à l'activité de l'Opposition dont il devient un des représentants les plus en vue. En particulier, il tente et il réussit à établir, avec le vieux bolchévique Kostérine, une liaison entre les groupes intellectuels de l'opposition et le mouvement des nationalités opprimées, notamment celui des Tatars de Crimée, déportés encore aujourd'hui en Asie Centrale.

Au mois de mai 1969, il se rend à Tachkent pour participer au procès des représentants des Tatars de Crimée, sur la base d'une requête signée par plus de 2000 Tatars pour qu'il intervienne comme défenseur public. Le 7 mai, il est arrêté. L'expertise psychiatrique sur place le reconnaît sain d'esprit mais après de fortes pressions de Moscou, elle est reconsidérée. Grigorenko est déclaré atteint de « manies paranoïaques de réformes à caractère permanent » qui requièrent « une cure forcée dans une clinique psychiatrique spéciale ». Depuis lors, Grigorenko est détenu dans un asile d'aliénés, dans des conditions épouvantables qui pourraient vraiment le rendre fou. Tous les six mois, il est interrogé par une commission du KGB qui, jusqu'à présent a toujours confirmé le diagnostic initial.



Suède

SOLIDARITE EUROPEENNE !

Nos camarades de la Ligue Marxiste Révolutionnaire (section suédoise de la IVème Internationale) nous ont demandé de publier cet appel à la solidarité internationale. Nous espérons par cette contribution les aider à vaincre contre le patronat suédois.

Le 24 avril, les 2700 membres de l'Union des Dockers Suédois (SDU) déclenchaient une grève illimitée dans 30 ports de Suède.

La SDU fut créée en 1972 après l'exclusion de plusieurs sections de base de l'Union des Travailleurs du Transport (TWU) branche de la Confédération syndicale nationale (LO). Aujourd'hui le SDU organise la majorité des dockers suédois et

est hégémonique dans plusieurs ports importants (Gottenburg, Stockholm, Hålsingbourg).

Au cours des dernières négociations salariales, les patrons ont refusé de signer avec la SDU. Par ses revendications sa démocratie ouvrière et son activité, le SDU effraye la direction bureaucratisée de la L.O.. C'est pourquoi les bureaucrates de la TWU ont appuyé la décision des patrons de ne pas signer avec la SDU. Ainsi la direction du syndicat minoritaire chez les dockers demande le droit exclusif de signer les accords sur les salaires et les conditions de travail.

Cette attitude de la direction de la TWU non seulement nie le droit

de la SDU de signer des accords conformes à ses revendications mais aussi est une attaque contre le droit d'existence de l'Union des Dockers Suédois.

Les dockers de la SDU ont besoin de tout soutien possible au niveau national et international. C'est pourquoi nous vous demandons à vous dockers européens,

* ne chargez pas les bateaux à destination des ports suédois

* envoyez avec vos organisations syndicales des messages de solidarité à

Svenska Hamnarbetareförbundet Nygatan 11 S 89100 Ornsköldsvik Suède.

LES REVOLUTIONNAIRES EN CAMPAGNE

La bourgeoisie panique et l'UDR éclate. Ceux qui auraient encore des doutes à ce propos doivent venir jusqu'ici, à la Guadeloupe et à la Martinique. La division de l'émancipation a plongé les politiciens locaux qui s'en réclamaient dans le désarroi le plus profond. Rouages d'un système fondé sur la corruption, leur unique souci est de se trouver du bon côté, du côté du gagnant, donc du côté de la caisse. Alors, que d'acrobaties, rythmées par les chiffres de la SOFRES et de l'IFOP !

Ainsi, ce brave M. Sablé, député de la Martinique était, jusqu'à la mort de Pompidou un fidèle giscardien. Mais quand les premiers sondages donnent un léger avantage à Chaban, il devient chabaniste. Depuis, le vent a tourné : avec la même assurance, il se rallie à nouveau à Giscard. Au moins, prend-il position : certains de ses collègues ont eux créé des comités « Chaban-Giscard » ! Ainsi, au Lorrain et à Schoelcher. Ça rappelle Lecat ! C'est dans ce contexte que se sont déroulées les visites des émissaires des deux candidats. Pour Chaban, Fanton et Bas : pas de « nouvelle société » de ce côté de l'atlantique, pas de « contrat de progrès » avec chaque martiniquais. Non, Chaban, c'est de Gaulle. De Gaulle c'est la France. Allez Chaban ! Allez la France ! Et un coup de clairon (celui de la légion étrangère sans doute).

Côté Giscard, cela voulait plus subtil. Ce fut grotesque. Anne-Aymone Giscard d'Estaing avait été chargée par son mari d'apporter aux Martiniquais un « message de paix et d'amour ». Flanquée de J.P. Soisson, qui lui, s'occupait des choses sérieuses (promesses, prébendes...), on la vit visiter crèches et hôpitaux et même suer et s'égratigner dans un champ de canne à sucre.

Quant à Deferre, ce fut l'auberge espagnole. Face à ces mascarades, sa visite eut beaucoup plus de tenue sous le soleil des tropiques, il a rajeuni de 20 ans : il s'est mis dans la peau du ministre des colonies qu'il a été sous la IV^{ème} République, ménageant tout le monde, promettant tout à tout le monde. « Autodétermination », oui, bien sûr !... Mais en même temps « la France n'oubliera pas ses responsabilités et ses engagements ». Quant au programme commun : le chapitre DOM-TOM a été écrit « si rapidement » qu'il faut le rediscuter, le réécrire. Une façon de se concilier les voix des départementalistes comme des autonomistes.

Quant au Groupe Révolution Socialiste, section antillaise de la IV^{ème} Internationale, il appelait à « choisir au premier tour et éliminer au second ». En votant pour Krivine parce qu'il est le « seul candidat à dire sans ambiguïté que le droit à l'auto-détermination des colonies, c'est le droit à l'indépendance », et

au deuxième tour pour Mitterrand, afin d'éliminer le candidat de la réaction. Leur campagne s'appuie sur les luttes ouvrières qui se sont déroulées ces derniers mois à la Martinique et auxquelles ils ont pris une part importante. Le camarade J.P. Beauvais, du Front Communiste Révolutionnaire y participa. Plusieurs meetings furent organisés avec lui : à Fort de France, le lundi 29, plus de 350 personnes à l'Ajoupa Bouillon, le mardi 30, dont le maire appartient au GRS, avec 100 personnes, ouvriers agricoles pour la plupart. Un meeting a également eu lieu en Guadeloupe, à Pointe à Pitre, le 3 mai. Cette présence d'un militant révolutionnaire français est l'occasion pour le GRS de réaffirmer le caractère internationaliste de la campagne. Le 1^{er} mai au matin, le camarade Beauvais pris la parole lors d'un rassemblement à Ajoupa Bouillon. Un long débat s'en suivit qui porta notamment sur l'émission télévisée de Krivine du mardi 30, où Philippe Pierre Charles pris la parole avec un impact important. L'après-midi, ce fut la manifestation centrale de Fort de France. Défilé amorphe et clairsemé du côté des organisations traditionnelles. Seul le cortège du GRS, auquel participait J.P. Beauvais, tranchait par son dynamisme.

Correspondant

L'ENLEVEMENT DE BALTHAZAR SUAREZ

Toute la presse a suivi au vol la balle de l'enlèvement du directeur de l'agence à Paris de la Banco de Bilbao pour emboucher à deux jours du 1^{er} tour les trompettes de la lutte antigauchiste, contre le terrorisme international. La fonction de telle campagne de presse,

est claire : utiliser à fond ce fait divers pour raviver les phantasmes de la majorité silencieuse.

Les organisations basques ont jusqu'à présent démenti avoir organisé cet enlèvement.

Mais la presse espagnole n'en est pas elle à un amalgame près. Le journaliste Alfredo Semprun écrit dans ABC, le quotidien madrilène : « La police française avait été avertie par la police française de la présence à Paris d'Octavio Aberola Surinac, l'un des plus importants tueurs au service de la IV^{ème} Internationale (sic...) »

Sans prendre trop d'égards pour l'analyse politique, le journaliste décrit par ailleurs Aberola Surinac comme l'un des dirigeants du groupe anarchiste espagnol 1^o de Mayo, qui avait tenté d'enlever l'année dernière Emilio Ganiques, le délégué espagnol à l'UNESCO.

Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose...

IL Y A 20 ANS

LA VICTOIRE DE DIEN BIEN PHU

7 mai. Le camp retranché de Dien Bien Phu tombait. Les forces révolutionnaires indochinoises enregistraient leur plus importante victoire militaire contre le colonialisme français. L'espoir que conservait Paris de briser le Vietnam s'effondrait.

7 mai 1954. La leçon était éclatante. C'était la première fois qu'un peuple colonisé brisait l'intervention d'un corps expéditionnaire métropolitain. En 1949, l'Armée Rouge chinoise avait fini de balayer les dernières troupes « nationalistes » du maréchal Tchang Kai Tchek. La république populaire de Chine était née, bouleversant les données de la situation mondiale et fournissant un arrière sûr à la révolution vietnamienne. Mais si Tchang avait reçu une aide américaine considérable, les forces du parti communiste chinois n'avaient pas eu à affronter une intervention directe de l'impérialisme. Et le Vietnam ne bénéficiait ni de l'espace ni de la population du sous-continent chinois. Pas de « longue marche » possible en Indochine. Dien Bien Phu, c'est la confirmation, la généralisation, l'approfondissement de la leçon de la révolution chinoise : dans un pays économiquement arriéré et colonisé, malgré une population relativement peu nombreuse, une guerre révolutionnaire peut assurer la victoire.

A Dien Bien Phu, il n'y a pas d'explication de conjoncture. Les civils français ont expliqué que le général Navarre avait commis une faute tactique décisive en concentrant d'importantes forces dans une cuvette vulnérable. Les généraux ont répondu en dénonçant le « lâchage » de l'arrière métropolitain et du gouvernement qui aurait refusé armes et finances. Pourtant, il avait fallu que l'armée française enregistre d'importants revers pour que « l'opinion » française commence à s'émouvoir. Pourtant, l'aide américaine avait, déjà, largement suppléé à la faiblesse des moyens que la France était prête à engager. Et le déséquilibre des armements était total, et totalement en faveur du corps expéditionnaire.

Dien Bien Phu ne fut pas un accident. Et le « piège » n'était pas si mauvais : il fallait au Vietnam, pour atteindre les crêtes avoisinantes s'éloigner de 500 à 600 kms par la route de ses arrières, traverser des plaines tenues par des chars français, se frayer une voie dans des jungles sans voie de communication sous le feu de l'aviation. La bataille pour le camp retranché aura duré 55 jours et 55 nuits, durant lesquelles chacun aura dû mettre à l'épreuve l'ensemble de ses con-



ceptions tactiques. Dien Bien Phu, c'est aussi le point culminant de deux campagnes militaires d'ensemble de l'hiver 1953-1954. Celle du général Navarre cherchant grâce à la mobilité de ses forces et à leur maîtrise du ciel, à forcer le Vietnam à abandonner la guérilla et à accepter une bataille « régulière » où il devait être brisé. Celle du Vietnam qui combinait le déclenchement de la réforme agraire radicale, la campagne politique et le passage de la guerre de guérilla à la guerre de mouvement, pour passer à la contre-offensive générale et assurer aux forces indochinoises une victoire politico-militaire. Dien Bien Phu juge de deux stratégies : celle d'une guerre coloniale régulière, appuyée sur la puissance technique et au service des intérêts de l'impérialisme français ; celle d'une lutte fondée sur la mobilisation révolutionnaire d'une population entière, alliant la lutte de libération nationale à la révo-

lution sociale sous la forme de guerre révolutionnaire prolongée.

C'est cela qui fit de la victoire de Dien Bien Phu un tournant si profond dans la situation de la France et de son empire. Six mois après, la révolution algérienne commençait. L'armée coloniale française, profondément déséquilibrée, accumulait la rancœur qui préparait l'appel à de Gaulle puis le putsch d'Alger. La IV^{ème} République, rongée des années durant par la guerre d'Indochine, pourrissait sur pieds. Son incapacité à éviter que l'Algérie ne succède au Vietnam ouvrait la porte à l'Etat fort et au coup d'Etat de 1958. L'impérialisme américain prenait la relève complète de la France, sanctionnant son déclin final sur l'arène internationale.

Dien Bien Phu, la victoire des peuples vietnamien et indochinois. La victoire des travailleurs du monde. Notre victoire.

Pierre ROUSSET

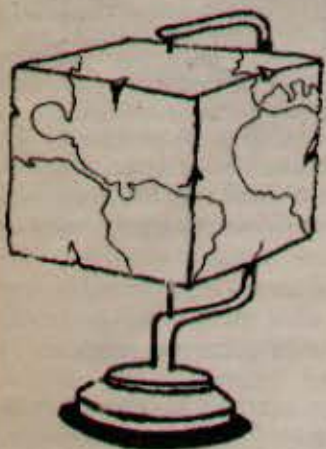
revue QUATRIEME INTERNATIONALE

Editorial : la situation en France
au printemps 1974

- Alain Krivine : Quel socialisme voulons-nous ?
- Sakai : la situation politique au Japon
- Ted Harding : l'opposition en Ukraine
- Pierre Rousset : le PC vietnamien et l'UP au Chili
- Pierre Frank : 1923 : un tournant historique
- M. Merlin : l'enseignement en RDA

PARUTION : 15 MAI

COMMANDES 10, impasse Guéméné, Paris 4



aux
quatre
coins

CHILI : LA REPRESSION

Le Conseil de Guerre de Valdivia a prononcé deux condamnations à mort : celles de Uldaricio Figueroa, ancien secrétaire régional du PS, et de Victor Hormazabal, membre du PS. Il a aussi condamné quatre autres militants, dont Sandor Arrancibia, chercheur physiologiste de renommée mondiale.

A Rancuagne, 22 dirigeants syndicaux passent en procès depuis dimanche. Le pire est à craindre.

Le soutien au peuple chilien, la dénonciation des crimes fascistes doivent se poursuivre. C'est le seul moyen de faire reculer les assassins.

UN JEUNE ALGERIEN DE 14 ANS EXPULSE

Un jeune Algérien de 14 ans, né à Lille, condamné pour vol et mis en maison surveillée, vient de recevoir un avis d'expulsion du territoire français. Bien que n'ayant jamais vécu en Algérie, bien que n'ayant aucune famille, la justice bourgeoise l'expulse en direction de l'Algérie. Sans doute espère-t-on qu'ainsi on arrivera à réduire la délinquance juvénile.

SAISIE DES BIENS DU SYNDICAT DES METALLOS EN GRANDE-BRETAGNE

Parce que les travailleurs se sont mis en grève, parce que contre les jaunes ils ont mis en place des piquets de grève, parce que les patrons ont porté plainte et que les lois scélérates anti-sociales leur donnent toujours raison, le syndicat des metallos, qui ne reconnaît pas l'autorité du tribunal, a refusé d'assister au procès.

En conséquence, sans défenseur, il a été condamné à 500 000 francs d'amende. Il a refusé de payer et ses biens ont été saisis.

Le gouvernement travailliste s'est engagé à modifier ces lois, mais en attendant la décision du tribunal a pris effet.

LI TEH-SHENG

Radio Pékin en donnant la liste des personnalités ayant participé aux fêtes du 1^{er} mai en Chine a confirmé la stabilité actuelle de la composition de la direction chinoise. Même Li Teh-Sheng, membre du BP du PCC qui avait été attaqué en plusieurs endroits par des affiches murales comme partisan de Lin Piao, est réapparu en cette occasion.

A LA TRAPPE !

Pour avoir appelé à un cercle rouge sur « le socialisme que nous voulons », dans le cadre de la campagne électorale, Patrick Maury, élève de Lettres Supérieures au lycée La Martinière à Lyon, a été exclu du lycée pour huit jours.

A la suite de cette mesure, une classe de Lettres Supérieures a débrayé une journée entière. Une réunion de 50 personnes s'est tenue sur le bahut, appelant à une assemblée générale qui s'est tenue vendredi. La grève y a été votée par plus d'une centaine de lycéens.

LAOS : L'ASSEMBLEE NATIONALE NE SE REUNIRA PAS

Le nouveau gouvernement de coalition laotien vient unanimement de refuser l'ouverture de la session annuelle de l'Assemblée Nationale. Cette décision est d'importance. Cette « Assemblée Nationale », élue avant la signature des accords du 21 février 73, est dominée par l'extrême-droite. Son bureau s'était toujours opposé à leur application. Le Pathet Lao avait pour sa part refusé toute légitimité à cette assemblée Fantoche.



REPRESSION CONTRE LES MARINS DE TOULON

La répression frappe sec à Toulon. Déjà, on savait que Christian YENNAC soupçonné d'avoir communiqué des informations à « Libération » purgeait deux mois d'arrêts de rigueur, sans avoir pu se défendre, sans aucun contrôle, comme c'est la règle.

Maintenant, ce sont quatre autres marins qui sont retenus par la sécurité militaire. Ils sont accusés d'être membres des comités de marins qui diffusent « Col Rouge ».

« Col Rouge » !... commence à irriter les « barrettes ».

L'opération a été menée rondement. « Suspects » arrêtés la semaine dernière, souricière tendue dans une chambre, interrogatoires : le grand cirque. Apparemment nos limiers n'ont rien trouvé d'autre que ce qui circule un peu partout, dans les bases et les navires : des numéros de « Col Rouge », du Manifeste du FSMAR, des tracts anti-militaristes etc. Mais, visiblement, gendarmerie maritime et sécurité militaire tentent le grand coup de filet.

Pourquoi tant de hargne ? C'est que tout ne va pas pour le mieux dans le petit monde que dirige l'amiral de Joybert. A Brest, à Cherbourg, à Lorient, ou à Toulon, c'est le même mécontentement. La fon-

ction de marin, le type de travail effectué sur un navire exigent la plupart du temps une grande spécialisation de la part des exécutants. La finalité combattante du navire et de l'ensemble des marins est atomisée en une multitude de rôles techniques. Les gens se perçoivent avant tout comme des techniciens, des ouvriers. Prêts à accepter les contraintes techniques (discipline industrielle), ils ressentent la discipline militaire comme une brimade insupportable et complètement injustifiée. D'où une aspiration puissante vers une organisation : à la fois pour obtenir de meilleurs conditions de travail et pour résister à l'arbitraire militaire.

C'est de cela et de bien d'autres choses encore que « Col Rouge » est le catalyseur. C'est pour cela que les comités de marins sont maintenant la cible N° 1 des galonnés à gants blancs.

Mais le mouvement n'est pas prêt de s'apaiser. Il s'enracine trop profond.

Les marins savent aussi qu'ils peuvent compter sur la population civile avec laquelle — depuis la fin des équipées coloniales — la plupart d'entre eux ont des liens solides. A Toulon, un comité de soutien est déjà créé. Une pétition circule, demandant la libération des marins. Les

L'ARMEE ILLEGALE...

A Mourmelon, les appelés arrêtés à la suite de la diffusion de tracts sont toujours maintenus au secret. Tomaselli a écopé de 60 jours d'arrêts de rigueur. Potier a 30 jours.

De façon absolument scandaleuse et illégale, les crevures ont supprimé leur heure de promenade quotidienne, de crainte que les appelés de la caserne qui les soutiennent ne prennent contact avec eux et les encouragent.

L'armée ne respecte même pas sa légalité !

Libérez les emprisonnés de Mourmelon et Reims !

Libérez Pluyaut, toujours au secret à Metz !

organisations syndicales ont promis leur soutien. Le PC local même s'il refuse tout soutien unitaire a fait de même.

L'enjeu est décisif et la mobilisation ne doit pas connaître d'exclusive à l'heure où d'autres marins sont menacés de répression, où la S.M. cherche à établir des complaisances « civiles ».

— Soutien aux marins emprisonnés !

— Libérez Michel CROS, Denis LEROY, Jacques SAUZAY, et François BOMBLED !

ON PREND SES PRECAUTIONS...

Dans les hautes sphères militaires, on attend avec quelque angoisse la fin de la campagne et on fait brûler des cierges pour que Giscard passe...

En attendant, on prend de petites précautions, notamment dans certains régiments de DOT.

Ainsi, au 41ème RI de la Lande d'Oué, stationné près de Rennes :

« Tous les permissionnaires de la 11 et de la 12 qui partent aujourd'hui et rentrent lundi ou mercredi doivent, pendant la permission, se présenter chaque jour à la gendarmerie la plus proche de leur domicile.

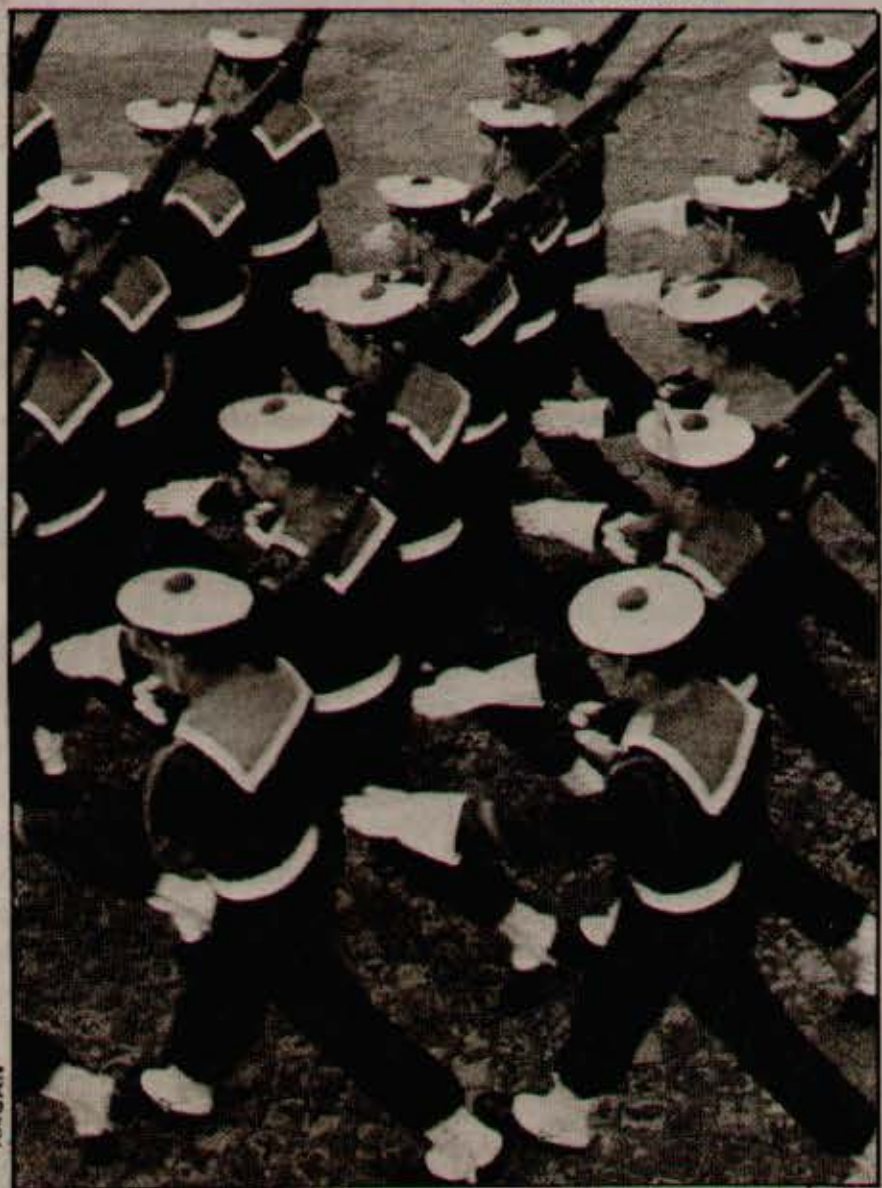
Les permissions détente ont été supprimées jusqu'au 20 mai, lendemain du deuxième tour des élections présidentielles.

La première compagnie est partie renforcer la défense de l'île Longue et tous les gars sont munis de chargeurs à balles réelles. »

Bizarre...

Pas tant que ça quand on sait qu'un ordre personnel tenu secret jusqu'à présent a été adressé par le Ministre de la Défense Nationale au commandant de certaines unités de DOT. Il prévoit une mise en état d'alerte à partir du 6 mai.

Mieux vaut prévenir que guérir...



encore chaud



GREVE GENERALE A NEW DELHI ET BOMBAY

Le 3 mai, New Delhi et Bombay étaient paralysés par une grève générale en soutien aux cheminots en lutte pour des augmentations de salaire de 70 % et le 13ème mois. Le gouvernement indien d'Indira Gandhi a en effet répondu par une répression de rare ampleur au mouvement des cheminots en arrêtant de 1000 à 2000 syndicalistes. Un front uni des organisations syndicales et des partis de gauche (dont le PC pro-soviétique qui vient de passer dans l'opposition) s'est constitué à cette occasion. Six cheminots auraient été tués à Kutch, dans l'ouest de l'Inde, par les forces gouvernementales.

Mme GISELE HALIMI POURSUIVIE !

Le procès sur les violences policières de la rue Mademoiselle, qui s'était tenu fin janvier à la 16ème Chambre Correctionnelle, et s'était conclu par des condamnations (légères !) des policiers poursuivis fait encore parler de lui. On se souvient de la « fermeté » du président Casamayor, de la salle d'audience (il protestait contre le bourrage de la salle par des policiers en civil), et avait été présenté

par le chroniqueur du Monde plus comme l'avocat des accusés que comme un président de tribunal.

Le même juge Schlexer avait fait engager des poursuites disciplinaires contre Mme Gisèle Halimi, défenseur des plaignants : estimant abusif le portrait flatteur d'un des policiers inculpés établi par le président, elle avait soufflé que le dit policier avait déjà été condamné pour violences, bien qu'une amnistie lui interdisait de faire référence à ces faits. Gisèle Halimi vient d'être convoquée par le Conseil de l'Ordre pour « s'expliquer ». A quand sa condamnation ?

MITTERRAND : A PORTEE DE LA MAIN ?

J'aborde ce 2ème tour avec le sentiment que la victoire est à portée de la main », a affirmé François Mitterrand au cours d'une conférence de presse qu'il a tenue lundi en fin de matinée. Il a ensuite expliqué que l'ensemble des forces et de l'électorat qui le suivaient formaient « un bloc auquel s'ajoutent ceux qui refusent la domination sociale et la dictature des forces de l'argent ». Ce discret appel du pied en direction

PROCES DE ROUGE

Tout en reconnaissant notre bonne foi pour les faits incriminés

LA XVII^e CHAMBRE CONDAMNE ROUGE

Vingt mille francs de dommages et intérêts, deux mille francs d'amende et l'insertion du jugement dans cinq journaux, tel est le lourd verdict rendu samedi 4 mai par la XVII^e chambre correctionnelle de Paris dans le procès en diffamation intenté par Le Pen contre Rouge.

Le début a tourné autour d'un article publié dans Rouge-Hebdo (N° 251) consacré aux activités de Le Pen pendant la guerre d'Algérie. Sur toute la première partie de cet article, qui était la simple reproduction d'un chapitre du livre de Haffid Keramane (« La Pacification »), le Tribunal a reconnu notre bonne foi. C'est sur la conclusion, qui parlait des activités de Le Pen en métropole pendant les années 60-61, que la chambre a condamné Rouge, pour généralisation abusive des faits (Le Pen était traité d'assassin).

L'audience qui a duré environ trois heures, a porté essentiellement sur le problème de la torture. M^{re} Guibert, représentant Le Pen, a consacré la plus grande partie de sa plaidoirie à justifier la « pacification » entreprise par les unités françaises en Algérie, tout en essayant de démontrer que rien ne prouvait que Le Pen avait effectivement pratiqué la torture, et en dénonçant les « professionnels des procès de la torture ».

Pour la défense de Rouge, deux témoins étaient cités : Pierre Vidal Naquet et Paul Teitgen. Le premier comme membre du comité de rédaction de « Vérité-Liberté » qui publia dans son numéro 20, de juillet 62, un dossier accablant pour Le Pen (Cf. Rouge Quotidien N°s 9 et 10), établissant que celui-ci avait passé à la gègène un veilleur de nuit algérien en 1957. Le second comme secrétaire général de la préfecture d'Alger de 56 à 58, apporta à la barre tous les documents officiels (rapports de police, rapports médicaux) que Vérité-Liberté avait publiés. Il précisa que c'est lui qui versa, sur ordre de Robert Lacoste, un million au veilleur de nuit pour obtenir sa rétractation. Deux témoignages de poids et ac-

cabitants qui eurent d'ailleurs le don de faire perdre un peu de son assurance au défenseur de Le Pen.

C'est M^{re} Jouffa qui devait conclure ce débat, par une longue et brillante plaidoirie, joignant arguments de fond et arguments de droit. Il a d'abord démontré la bonne foi des auteurs de l'article (les faits remontant à plus de dix ans, c'est cette bonne foi qu'il s'agit d'établir, plus que la preuve de ce qui est rapporté), autorisés par la loi à rappeler le passé d'un candidat au moment d'une consultation électorale. Il a ensuite insisté sur la concordance des témoignages : celui de Vidal Naquet comme source des informations, et celui de Paul Teitgen apportant leur confirmation, qui montrent que Rouge a fait en l'occurrence son travail d'information. Il a enfin fait remarquer plusieurs faits curieux : pourquoi Le Pen a-t-il attendu la veille de la clôture de la campagne pour nous attaquer sur un article paru le 19 avril ? Pourquoi Le Pen n'a-t-il jamais attaqué les documents dont nous nous sommes servis : La Pacification (paru en 1960), Vérité-Liberté (paru en 1962), le livre de Vidal Naquet sur la torture (paru en 1972), un article de l'Humanité Rouge (paru en 1973) ? En conclusion M^{re} Jouffa a fait le procès de la pacification, de la torture et de ses adeptes, et a justifié la nécessité de dire la vérité, toute la vérité sur le candidat Le Pen.

Le jugement a été rendu. Nous n'avons pas encore eu communication des attendus, mais il semble qu'ils constituent un précédent, puisque bien que les faits remontent à plus de dix ans et que soit intervenue en 1962 une loi amnistiant les forfaits commis en Algérie, le Tribunal reconnaît notre bonne foi, et surtout le caractère de preuve de deux témoignages contre Le Pen. On nous interdit simplement d'en conclure que Le Pen est un assassin...

La décision de faire appel sera prise dans la semaine avec M^{re} Jouffa.

DECLARATION DE MME GRIGORENKO

Moscou 6 mai. Les autorités soviétiques refusent de relâcher l'ex-général Piotr Grigorenko, défenseur des Tatars de Crimée, bien qu'il ait eu trois attaques cardiaques depuis un mois, a déclaré son épouse aux correspondants étrangers à Moscou. « S'il meurt, ce sera un meurtre » a dit Mme Zinaïda Grigorenko au cours d'une conférence de presse donnée à son domicile à Moscou jeudi dernier.

le quotidien ROUGE
10, impasse Guéméné
PARIS 7504
272-88-96 272-68-82
L'AVENIR GRAPHIQUE
Le directeur de publication : Daniel Bensaid